

# FAIRE LA DIFFÉRENCE

Clinique sur les droits de la personne  
de l'Université d'Ottawa  
Rapport | 2014-2021



# À propos de la Clinique

La Clinique sur les droits de la personne (Clinique) a été créée en septembre 2014 en tant qu'initiative basée sur des projets au sein du Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne (CREDP). La Clinique invite les étudiants de l'Université d'Ottawa à acquérir de nouvelles compétences en lien avec des projets au Canada et à l'étranger. Chaque projet travaille sous l'encadrement académique de membres du corps professoral et vise à :

- Renforcer la protection des droits de la personne par le biais de la sensibilisation, la recherche, la formation et l'assistance technique pour leur réalisation efficace.
- Stimuler le renforcement des capacités et de fournir des recommandations pour s'assurer que les politiques publiques et les lois respectent pleinement les droits de la personne.
- Promouvoir la recherche en ce qui concerne la mise en œuvre des droits de la personne au Canada et ailleurs.

Les étudiants de premier et de deuxième cycles participent à la Clinique sur une base volontaire. Une option pour crédit est devenue disponible pour les étudiants en Common Law, Faculté de droit, à partir de 2016-2017. Le recrutement des étudiants se fait par le biais d'un processus de candidature et des sessions portes ouvertes sont organisées une ou deux fois par an. Les étudiants participants peuvent recevoir des lettres de recommandation pour des demandes d'inscription à l'université, des stages et des offres d'emploi qui ont donné lieu à plusieurs placements au Canada et à l'étranger. La Clinique a formé 187 étudiants depuis sa création (soit environ 25-30 par an). [Plusieurs d'entre eux ont parlé au fil des ans de leur expérience enrichissante dans les projets de la Clinique.](#)

La Clinique est dirigée par un directeur (étudiant au doctorat en droit) et chaque projet se voit attribuer un coordonateur (normalement un étudiant diplômé) soutenu par un conseiller académique. La Clinique a reçu des contributions financières de : la Fondation du droit de l'Ontario (subvention institutionnelle à Common Law, 2014-2019); la Commission canadienne des droits de la personne (2016-18); Human Rights Internet (2014-2019); le projet *Strengthening Justice for International Crimes: A Canadian Partnership* soutenu par le CRSH et dirigé par la professeure Fannie Lafontaine (Université Laval, 2014-2022); le Professeur Neuberger-Jesin sur la résolution de conflits internationaux (à partir de 2021); et l'Université d'Ottawa (budget de fonctionnement du CREDP, à partir de 2014).

## Ateliers de développement des compétences

Le Centre organise des ateliers de développement des compétences pour les étudiants participant à la Clinique.

Les sujets abordés comprennent des exercices de cartographie, des techniques de rédaction, des méthodologies d'enquête, les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de la personne (avec le professeur Tyler Giannini, codirecteur de la Clinique internationale des droits de la personne de Harvard), les enquêtes sur les droits de la personne menées par les organisations de la société civile et les organisations intergouvernementales (avec les intervenants Alex Neve, ancien secrétaire général d'Amnesty International Canada, et John Packer, directeur du CREDP, en tant qu'ancien membre du personnel de l'ONU et de l'OSCE), la défense des droits de la personne en Amérique latine (avec Daniel Cerqueira, chargé de programme principal, Due Process of Law Foundation), et le régime mondial de protection des réfugiés (avec Obiora C. Okafor, professeur et titulaire de la chaire de recherche York en études juridiques internationales et transnationales, Osgood Hall Law School, Université York).







# Projets en cours

## Entreprises et droits de la personne en Amérique latine (Depuis 2014)

Ce projet vise à aborder la responsabilité des « États d'origine » à l'égard des activités des entreprises privées opérant à l'étranger sur le territoire des États d'Amérique latine, ainsi qu'à promouvoir le développement des normes et standards du Système interaméricain des droits de l'homme concernant les entreprises et les droits de la personne. La recherche se concentre sur le cadre juridique au Canada, les normes internationales établies dans le cadre du système interaméricain des droits de l'homme et des exemples de cas.

L'équipe a participé à deux audiences devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme (les textes sont disponibles sur le site web du CREDP) :

- Une audience lors de la 166<sup>e</sup> période extraordinaire de sessions concernant devant la Commission interaméricaine des droits de la personne concernant les *Mesures visant à prévenir les violations des droits de la personne par les industries extractives canadiennes qui opèrent en Amérique latine* | Décembre 2017.
- Une demande d'audience par la Clinique sur les droits de la personne du CREDP, la Due Process of Law Foundation et le Projet Justice et responsabilité des entreprises (Justice and Corporate Accountability Project) | Octobre 2017.
- Audience concernant les entreprises, les droits de la personne et la consultation préalable dans les Amériques | Mars 2015.

À ce jour, le projet a produit neuf (9) dossiers d'amis de la cour (*amicus curiae*) soumis à la Cour interaméricaine des droits de l'homme ou aux cours suprêmes et aux cours constitutionnelles du Honduras, du Brésil, du Pérou et du Mexique concernant, respectivement, le statut et les positions des personnes morales devant le système interaméricain des droits de l'homme et la question de savoir si les personnes morales peuvent bénéficier des protections des droits de la personne énoncées dans la Convention américaine des droits de l'homme :

- Amicus auprès de la Cour d'appel du Honduras concernant les normes internationales relatives à la détention arbitraire des défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement de la rivière Guapinol (janvier 2021).
- Amicus auprès de la Cour civile de l'État d'Amazonie au Brésil concernant la protection de la terre et du territoire des peuples indigènes en isolement volontaire et en premier contact dans la forêt amazonienne brésilienne (avril 2020).
- Amicus à la Cour constitutionnelle du Pérou dans une affaire liée à la protection des terres et du territoire des peuples autochtones en isolement volontaire et en premier contact dans la forêt amazonienne péruvienne (juin 2019).
- Amicus auprès de la Cour suprême fédérale du Brésil dans une affaire liée à la reconnaissance et à la protection du droit à la terre, au territoire et aux connaissances traditionnelles du peuple autochtone Xokleng (janvier 2019).
- Amicus auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans l'affaire *Lhaka Honhat c. Argentine*, liée aux droits sociaux, économiques, culturels et environnementaux des peuples autochtones (mars 2019).
- Amicus auprès de la Cour supérieure du Brésil concernant le droit à une procédure régulière et l'accès à la justice dans leur propre langue au nom des peuples autochtones Kaingang (juillet 2017).
- Amicus auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans l'affaire du peuple autochtone Xucuru c. Brésil (avril 2017).

- Amicus auprès de la Cour suprême fédérale du Mexique concernant les normes internationales de consultation préalable concernant l'utilisation de soja génétiquement modifié sur le territoire des communautés mayas (septembre 2015).
- Amicus auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (mars 2015).
  - Résumé non officiel de l'avis consultatif rendu par la Clinique des droits de la personne du Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne, Université d'Ottawa (juin 2016).
  - Avis consultatif de la Cour interaméricaine des droits de l'homme Habilitation des personnes morales à détenir des droits en vertu du système interaméricain des droits de l'homme (février 2016).

La Clinique a notamment contribué à la création d'une réserve autochtone en Amazonie péruvienne, la réserve Yavarí Tapiche, au printemps 2021. Le ministère péruvien de la culture a créé cette réserve de plus d'un million d'hectares (la plus grande du pays) qui abrite au moins trois communautés de peuples autochtones vivant en isolement volontaire. Cette décision fait suite à une demande de mesures de précaution que le HRC (avec IDL et ORPIO - deux grandes ONG péruviennes) a déposée devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

### [Entreprises & Droits de la personne en Amérique latine](#)

#### PARTENAIRE DU PROJET

Due Process of Law Foundation (DPLF), Washington, D.C.

#### CONSEILLÈRE ACADÉMIQUE

Professeure Penelope Simons

#### COORDONNATEUR DE PROJET

Salvador Herencia, Directeur de la Clinique, Doctorant en droit

## Partenariat canadien pour la justice internationale (2016-2022)

Ce projet fait partie d'une importante subvention de recherche accordée par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) à la chercheuse principale, la professeure Fannie Lafontaine de l'Université Laval, intitulée *Renforcer la justice pour les crimes internationaux : Un partenariat canadien*. Le partenariat est composé d'une équipe de 22 chercheurs universitaires et de 12 ONG partenaires. Ensemble, ils cherchent à contribuer à l'efficacité de l'effort mondial pour tenir responsables les personnes responsables des crimes internationaux les plus graves, tout en renforçant le rôle du Canada en tant que leader mondial dans ce domaine.

Une partie du travail consiste à fournir aux utilisateurs des informations juridiques, des condensés et une application permettant de travailler plus efficacement sur les principales affaires de crimes internationaux par le biais du [Projet d'outils juridiques de la CPI](#) (ICC Legal Tools Project) qui est le principal service d'information sur le droit pénal international. En effectuant des recherches et en sélectionnant les décisions, résolutions et doctrines internationales pertinentes, les équipes du projet donnent aux praticiens les moyens d'agir et contribuent à créer les conditions préalables à la justice pénale à l'échelle mondiale.

Depuis le début du projet en 2016, la Clinique sur les droits de la personne a traité et catalogué plus de 2 000 documents du Tribunal pénal international pour le Rwanda ainsi que des législations nationales du Gabon, de la Guinée, d'Haïti, de Madagascar, des Maldives, du Mali, du Népal, du Niger, du Sénégal, du Togo, du Vanuatu, du Cameroun, du Luxembourg, de la Mongolie, des Seychelles, du Brunei et du Bhoutan.

En 2018, le CREDP et la Clinique ont restructuré le projet pour mieux répondre aux besoins des partenaires Avocats sans frontières et de l'ancien Centre canadien pour la justice internationale tout en offrant une expérience plus riche aux étudiants participants. Cela a inclus l'élaboration de mémos juridiques sur des questions soumises par ces organisations. La Clinique a produit des recherches sur la justice transitionnelle et les tribunaux militaires au Mali, ainsi que sur les normes internationales concernant les formes contemporaines d'esclavage et la violence sexuelle contre les femmes.

Les rapports les plus récents comprennent :

- *Manuel sur les normes internationales pour traiter les crimes de violence sexuelle*
- *Les tribunaux militaires au Mali*
- *Amicus curiae auprès de la Cour pénale internationale sur la situation des Rohingya (juin 2018)*

### [Partenariat canadien pour la justice internationale](#)

#### PARTENAIRES DU PROJET

Partenariat canadien pour la justice internationale  
Avocats Sans Frontières Canada  
Ancien Centre canadien pour la justice internationale

#### CONSEILLERS ACADÉMIQUES

Professeurs João Velloso, Penelope Simons & John Packer

#### COORDONNATEUR DE PROJET

Aboubacar Dakuyo, Ph. D. en droit

## Indépendance des juges et des avocats (2017-2022)

Depuis le printemps 2017, la Clinique fournit un soutien à la recherche à Diego García-Sayán, rapporteur spécial des Nations unies (UNSR) sur l'indépendance des juges et des avocats, en se concentrant principalement sur les rapports thématiques soumis au Conseil des droits de l'homme (CDH) et à l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU).

Créé en 1994, le mandat de l'UNSR comprend : l'identification et l'enregistrement non seulement des atteintes à l'indépendance de la justice, des avocats et des auxiliaires de justice, mais aussi des progrès réalisés dans la protection et le renforcement de leur indépendance; l'identification des moyens d'améliorer le système judiciaire et la formulation de recommandations concrètes; l'étude, en vue de faire des propositions, de questions de principe importantes et d'actualité en vue de protéger et de renforcer l'indépendance de la justice, des avocats et des auxiliaires de justice. À ce jour, la Clinique a rédigé neuf (9) rapports des Nations Unies :

- *Pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) : Effets sur l'indépendance de la justice et difficultés connexes*, au Conseil des droits de l'Homme, Doc. de l'ONU. A/HRC/47/35 (9 avril 2021)
- *Procédures disciplinaires engagées contre des juges pour faute présumée dans l'exercice de leurs fonctions*, à l'Assemblée générale des Nations Unies, Doc. de l'ONU. A/75/172 (17 Juillet 2020)
- *Répercussions de la corruption sur les ministères publics et sur l'exercice effectif des droits de l'homme*, au Conseil des droits de l'Homme, Doc. de l'ONU. A/HRC/44/47 (23 mars 2020)

- *Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature*, à l'Assemblée Générale des Nations Unies, Doc. de l'ONU. A/74/176 (16 juillet 2019)
- *Liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique par les juges et les procureurs*, au Conseil des droits de l'Homme, Doc. de l'ONU. A/HRC/41/48 (29 avril 2019)
- *Associations du barreau*, à l'Assemblée générale des Nations Unies, Doc. de l'ONU. A/73/365 (5 septembre 2018)
- *Conseils de la magistrature*, au Conseil des droits de l'Homme, Doc. de l'ONU. A/HRC/38/38 (2 mai 2018)
- *Crime organisé et son impact sur le système judiciaire*, à l'Assemblée générale des Nations Unies, Doc. de l'ONU. A/72/140 (25 juillet 2017)
- *Perspectives sur le mandat du Rapporteur spécial des Nations unies sur l'indépendance des juges et des avocats*, au Conseil des droits de l'Homme, Doc. de l'ONU. A/HRC/35/31 (9 juin 2017)

### Indépendance des juges et des avocats

#### PARTENAIRE DU PROJET

Diego García-Sayán, RSNU sur l'indépendance des juges et des avocats

#### CONSEILLER ACADÉMIQUE

Professeur John Packer

#### COORDONNATEUR DE PROJET

Jordi Feo Valero, Chercheur associé au CREDP

## Scholars at Risk dans les Amériques (Depuis 2018)

Depuis janvier 2018, la Clinique sur les droits de la personne surveille les situations susceptibles d'affecter la liberté académique au Brésil, au Canada, en Colombie, en Haïti, au Honduras, au Mexique et au Venezuela en tant que contributions au projet de surveillance de la liberté académique du Réseau Scholars at Risk (SAR) qui publie chaque année les rapports [Free to Think](#). L'Université d'Ottawa a rejoint le réseau SAR en 2014 et cette initiative fait partie des activités du [programme SAR uOttawa](#).

La Clinique participe aussi activement à des actions de plaidoyer avec Scholars at Risk, notamment par la soumission de deux dossiers d'amis de la cour (amicus curiae) dans des cas paradigmatiques touchant des universitaires en Colombie et au Chili :

- Amicus auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans l'affaire Urrutia Laubreaux contre le Chili (février 2020)
- Amicus auprès de la Cour constitutionnelle de Colombie pour protéger le droit à la liberté académique d'un professeur d'université (mai 2018); Décision de la Cour constitutionnelle de Colombie (juillet 2018)

L'équipe a demandé et participé à la première audience devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) sur les menaces contre la liberté académique et l'autonomie des universités dans les Amériques en février 2019. Le mémoire a mis en lumière des situations de violence contre des universitaires au Nicaragua, au Venezuela et au Brésil, ainsi que la persécution d'étudiants en Bolivie et au Mexique.

La Clinique a également contribué au rapport de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la liberté académique préparé par le RSNU sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression (doc. de l'ONU. A/75/261 du 28 juillet 2020). Ce document reprend les arguments juridiques et les conclusions soumis par la Clinique et résumés dans un document intitulé *Menaces sur la liberté académique dans les Amériques* ([Threats to Academic Freedom in the Americas](#)).

Au printemps 2021, la Clinique a lancé un projet intitulé *Liberté académique dans les Amériques : Plaidoyer et création de réseaux* (Academic Freedom in the Americas: Advocacy and Network Building) avec l'Université de Monterrey (Mexique) et SAR. Les objectifs sont de construire et développer des normes en matière de droits de la personne par le biais de la jurisprudence étatique et régionale pour la Commission interaméricaine des droits de l'homme; accroître la compréhension du public de l'importance cruciale de la liberté académique pour une société démocratique; aider à ancrer les normes pertinentes à un niveau institutionnel dans tout l'hémisphère; et accompagner et former des militants et des experts qui seront bien placés pour servir de défenseurs de la liberté académique dans la région des Amériques. Ce projet de deux ans est financé par la Fondation Open Society à hauteur de 150 000 dollars.

### [Scholars at Risk dans les Amériques](#)

PARTENAIRE DU PROJET  
Scholars at Risk Network

CONSEILLERS ACADÉMIQUES  
Professeurs Isaac Nahon-Serfaty & João Velloso

COORDONNATRICE DE PROJET  
Catalina Arango, membre du CREDP

## Renforcer le Conseil pour l'égalité de la Moldavie (Depuis 2021)

L'objectif de ce projet est de soutenir la résolution des conflits interethniques et de prévenir la discrimination en République de Moldavie (Europe de l'Est). Les activités comprennent des recherches et des documents consultatifs sur les droits de la personne et les questions de discrimination examinés par le Conseil moldave pour l'égalité.

### [Renforcer le Conseil pour l'égalité de la Moldavie](#)

PARTENAIRE DU PROJET  
Equality Council of Moldova

CONSEILLER ACADÉMIQUE  
Professeur John Packer

COORDONNATEUR DE PROJET  
Vaaceslav (Slava) Balan, Doctorant en droit



# Projets passés

## [Vieillesse et milieu de travail \(2016-2018\)](#)

Le projet *Obstacles juridiques affectant les travailleurs âgés sur le lieu de travail* fait partie d'un accord de coopération entre le CREDP et la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP). L'objectif du projet est de contribuer à la recherche de la CCDP sur le vieillissement en milieu de travail qui pourrait contribuer à l'élaboration d'une politique pertinente en la matière.

**PARTENAIRE DU PROJET | Commission canadienne des droits de la personne (CCDP)**  
**CONSEILLER ACADÉMIQUE | Professeur John Packer**  
**COORDONNATRICES DE PROJET | Janine Lespérance & Kirsten van Houten**

## [Base de données sur les droits internationaux de la personne et le Canada \(IHRCanadaDb, 2014-2019\)](#)

Le projet consistait à concevoir et à mettre en œuvre une plateforme en ligne des obligations et engagements internationaux du Canada en matière de droits de la personne. En fournissant un accès gratuit à ces informations, en anglais et en français, les utilisateurs acquerraient une meilleure compréhension des droits de la personne internationaux et de la manière dont ils s'appliquent au Canada, ce qui pourrait favoriser le dialogue sur la mise en œuvre par le Canada de ses obligations et engagements internationaux en matière de droits de la personne. Le projet couvrait les instruments juridiques internationaux dans les domaines des droits de la personne internationaux, des réfugiés, du droit humanitaire et du droit pénal. Le CREDP et HRI ont contacté la Commission canadienne des droits de la personne en septembre 2019 pour faire don de la base de données entièrement développée afin qu'elle puisse faire bon usage de cette précieuse ressource.

**PARTENAIRE DU PROJET | Human Rights Internet (HRI)**  
**CONSEILLER ACADÉMIQUE | Professeur John Packer**  
**COORDONNATRICE DU PROJET | Janine Lespérance**

## [Condition sociale comme motif interdit de discrimination au Canada \(2017\)](#)

Ce projet s'inscrivait dans le cadre d'une coopération entre le CREDP et la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP). L'objectif du projet était de contribuer aux recherches de la CCDP sur les droits socio-économiques en vue de l'élaboration d'une politique pertinente en la matière.

**PARTENAIRE DU PROJET | Commission canadienne des droits de la personne (CCDP)**  
**CONSEILLERS ACADÉMIQUES | Professeurs John Packer & David Wiseman**  
**COORDONNATRICE DE PROJET | Kirsten van Houten**

## [Droit au logement convenable \(2014-2015\)](#)

Ce projet a permis de soutenir et de faciliter divers besoins associés au mandat de Leilani Farha, ancienne Rapporteuse spéciale des Nations unies (RSNU) sur le droit à un logement convenable (2014-2020), notamment à produire des recherches pour alimenter les rapports thématiques annuels à l'Assemblée générale et au Conseil des droits de l'homme, à élaborer des documents et des outils accessibles concernant le droit à un logement adéquat à l'échelle mondiale et à produire un bulletin d'information sur le droit au logement de portée mondiale. La RSNU a été soutenue financièrement par le gouvernement allemand.

**PARTENAIRE DU PROJET | Rapporteuse spéciale des Nations unies sur le droit à un logement convenable**  
**CONSEILLER ACADÉMIQUE | Professeur John Packer**  
**COORDONNATRICE DE PROJET | Sharmila Mahamuni**

## [Prévention du Génocide \(2014-2015\)](#)

La Clinique a fourni une assistance de recherche au Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour la prévention du génocide sur la relation entre les conflits fonciers, les peuples autochtones et les atrocités de masse. Les résultats ont contribué à l'élaboration d'un cadre de travail qui sert de base aux directives des Nations unies pour l'analyse des atrocités.

**PARTENAIRE DU PROJET | Conseiller spécial des Nations unies pour la prévention du génocide**  
**CONSEILLER ACADÉMIQUE | Professeur John Packer**  
**COORDONNATRICE DE PROJET | Tenille Brown**

## CLINIQUE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne (CREDP)  
Université d'Ottawa  
Pavillon Fauteux | FTX550  
57, Louis-Pasteur Privée  
Ottawa (ON) K1N 6N5

613-562-5775  
HRREC@uOttawa.ca  
cdp-hrc.uOttawa.ca



[Facebook.com/uOttawaHRREC](https://www.facebook.com/uOttawaHRREC)



[@uOttawaHRREC](https://twitter.com/uOttawaHRREC)



[HRREC - Human Rights Research and Education Centre](#)